lobby planet

Le quartier européen de Bruxelles

Explorez le paradis du lobbying des entreprises

Ce Guide

Ce petit guide vous introduit au sein du monde secret du lobbying des entreprises à Bruxelles.

Texte original : Corporate Europe Observatory (CEO)
Dessin de couverture : Khalil Bendib
Carte : Paradigmshift.nl
Images : Corporate Europe Observatory
Mise en page : Zlatan Peric
Traduction en français : Laurent Tenzer & Martin Pigeon

Nous remercions tous ceux qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la réalisation de ce guide.

Le contenu de ce guide *Lobby Planet* peut être cité ou reproduit à des fins non-commerciales à condition que la source des informations soit citée. Si vous utilisez le guide *Lobby Planet* comme source (d'inspiration), Corporate Europe Observatory apprécierait de recevoir une copie de votre article ou de votre publication.

Première édition francophone – Octobre 2006.

Corporate Europe Observatory (CEO), l'Observatoire de l'Europe des Entreprises, est un groupe de recherche et d'information basé à Amsterdam qui étudie les pressions économiques, les pressions politiques et les menaces qu'exercent les grandes entreprises et leurs groupes de lobbying sur la démocratie, la justice sociale et l'environnement.

Corporate Europe Observatory (CEO)
De Wittenstraat 25, 1052 AK Amsterdam, Pays Bas
tel : +31-20-6127023
fax : +31-20-6861208
e-mail : ceo@corporateeurope.org
site web : www.corporateeurope.org

Contenu

CE GUIDE 1

CARTE DES LIEUX IMPORTANTS DU QUARTIER EUROPÉEN DE BRUXELLES 4

AVANT-PROPOS 6

LE QUARTIER EUROPÉEN – FAITS GÉNÉRAUX 7

Comment s'y rendre ?....7
Qui fait du lobbying et comment ?....8

BIENVENUE DANS LA « LOBBYCRATIE » BRUXELLOISE 9

Les institutions de l'UE les plus soumises au lobbying....9

LE ROND-POINT SCHUMAN 10

Boeing, Airbus, DuPont, Dow Chemical, British Petroleum et Philip Morris....10

RUE DE LA LOI 11

Centre Berlaymont: Commission européenne....11
Justus Lipsius: secrétariat du Conseil européen....11
Résidence Palace: European Policy Centre (EPC), Lisbon Council et TechCentralStation....11
Le Charlemagne: Directions générales Commerce, Relations Extérieures et Élargissement....12

L'AVENUE DE CORTENBERGH 13

Avenue de Cortenbergh 60 : Thales, E.ON et BASF....13
Industrie 1 – Planète 0....13
Avenue de Cortenbergh Avenue de Cortenbergh 118: US Chamber of Commerce, Unilever, Addleshaw Goddard, Hill & Knowlton, Burson-Marsteller et le Bromine Science and Environmental Forum (BSEF) . ..14
Société-écran de l'industrie du brome....16
Avenue de Cortenbergh 168: UNICE et European Services Forum 17
La sacro-sainte compétitivité....18
Avenue de Cortenbergh 107: Direction générale Marché intérieur et services....18

RUE FROISSART 19

Transatlantic Policy Network (TPN) 19
Intrigants transatlantiques 19

RUE DE LA VERVEINE 20

LE PARC LÉOPOLD 21

Friends of Europe, Forum Europe et New Defence Agenda 21
Le complexe militaro-industriel bruxellois 21

LA RUE WIERTZ 22

Society of European Affairs Professionals (SEAP), Weber Shandwick et International Council for Capital Formation 22
Le Parlement, une fourmilière de lobbyistes....22

LA PLACE & RUE DU LUXEMBOURG 23

Grayling, European Seeds Association et le Centre for a New Europe....23
La bataille du lobbying Biotech 24

LA RUE GUIMARD 25

Herbert Smith 25
Rightwing Revolution in Brussels?....25

EN DEHORS DU QUARTIER EUROPÉEN 26

EU Committee of the American Chamber of Commerce (AmCham) 26
European Roundtable of Industrialists (ERT) 26

RENVERSER LA TENDANCE 27

La transparence du lobbying et l'éthique 27
Les visites du quartier européen....27
Pour plus d'information 28

Carte des lieux importants du quartier européen de Bruxelles

Les étoiles sur la carte indiquent où vous pouvez trouver les bâtiments décrits dans ce guide :

1 ***Berlaymont (Rue de la Loi 200)*** *: quartier général de la Commission européenne*

2 ***Justus Lipsius (Rue de la Loi 175)*** *: siège du Conseil des Ministres*

3 ***Avenue de Cortenbergh 60*** *: bureaux de lobbying de BASF*

4 ***Avenue de Cortenbergh 107***
Direction générale Marché Intérieur

5 ***Avenue de Cortenbergh 168***
Siège de l'UNICE (Union des Industries de la Communauté européenne)
Forum Européen des Services (ESF)

6 ***Avenue de Cortenbergh 118***
Hill & Knowlton, Burson Marsteller / BKSH
(firmes de communication et de relations publiques)
Forum Scientifique et Environnemental du Brome (BSEF – société-écran de l'industrie)

7 ***Residence Palace (Rue de la Loi 155)***
Centre de Presse International
European Policy Centre (think-tank dépendant des financements de l'industrie)
TechCentralStation (think-tank américain ultra-libéral)

8 ***Immeuble Charlemagne (Rue de la Loi 170)***
Direction générale Commerce
Direction générale Relations Extérieures
Direction générale Elargissement

9 ***Bâtiment Regus (Rond-Point Schuman 6)***
Dow Europe (géant américain de la chimie)
DuPont (géant américain de la chimie)

10 ***Rue Froissart 115***
Transatlantic Policy Network
(chefs d'entreprise et parlementaires européens et américains)

11 ***Rue de la Verveine***
emplacement d'immeuble reconquis par la nature
vue sur les bâtiments du Parlement européen

12 ***Bibliothèque Solvay (Parc Léopold)***
Les amis de l'Europe, Forum Europe (think-tanks dépendants des financements des entreprises)
Security and Defence Agenda (think-tank de l'industrie d'armement)

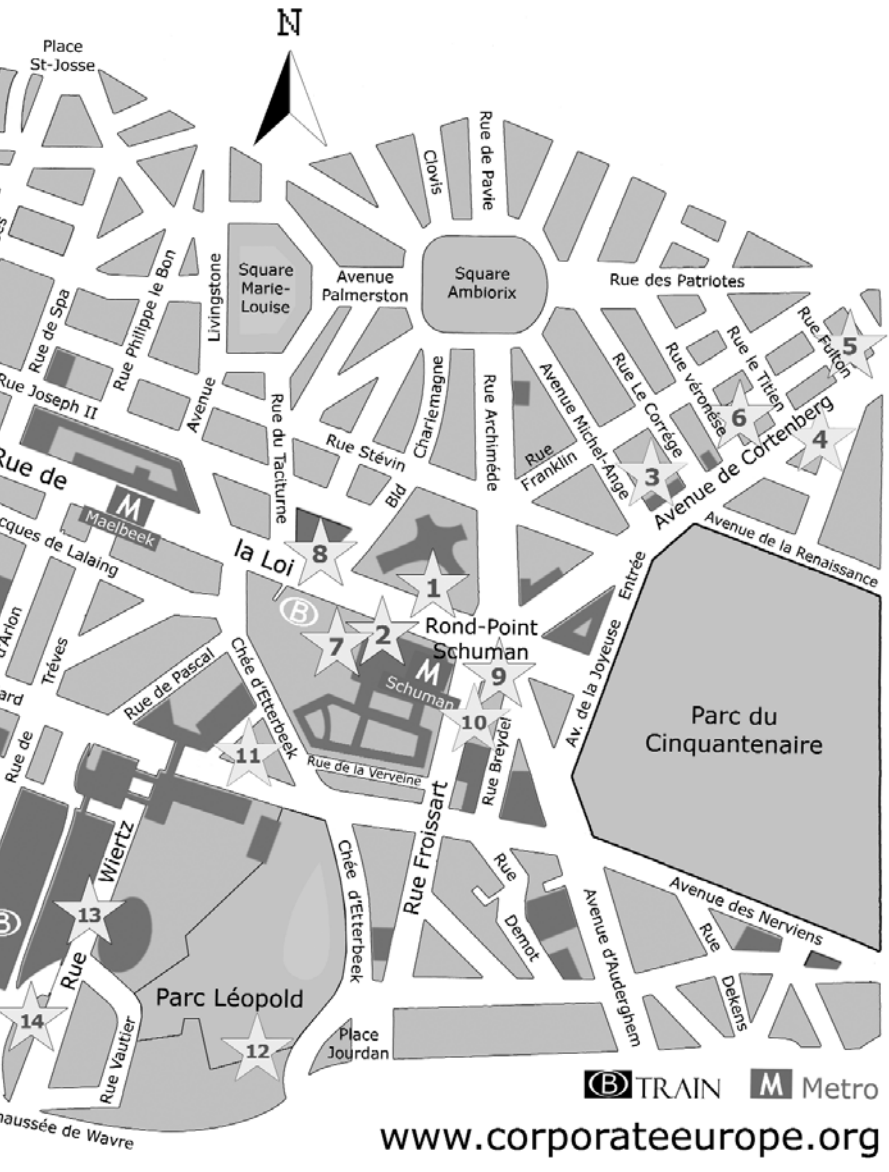
13 ***Rue Wiertz***
Parlement européen – Complexe Espace Léopold
Rond-point avec un petit arbre et des stèles commémoratives (sponsorisés par SEAP, la Société des Professionnels des Affaires Européennes)

14 ***Building Parc Léopold (Rue Wiertz 50)***
Weber Shandwick (firme de lobbying et de relations publiques)
International Council for Capital Formation (think-tank américain)

15 ***Rue du Luxembourg 23***
Centre for the New Europe (think-tank ultra-libre-échangiste)
European Seed Association (lobby pro-biotechnologies)

16 ***Rue Guimard 15***
Herbert Smith (cabinet d'avocats international spécialisé sur les problématiques liées à l'OMC)

Brussels EU Quarter



Avant-Propos

Malgré l'influence croissante des milieux d'affaires sur la politique européenne, le monde obscur du lobbying d'affaires demeure, pour l'essentiel, méconnu du grand public. Préoccupé par l'impact en termes de démocratie et de qualité des législations sociales et environnementales du contrôle des entreprises sur la politique européenne, Corporate Europe Observatory s'efforce depuis 1997 de révéler les pratiques du lobbying à Bruxelles. Nos conclusions paraissent sur Internet et sur papier, sous forme de livres, de rapports et d'articles.

Depuis quelques années, nous organisons également des visites guidées à travers le quartier européen à Bruxelles, une fois par mois environ. Nous sommes ainsi parvenus à initier des centaines d'étudiants, de parlementaires (et leurs assistants), de journalistes, de militants d'ONG et de citoyens intéressés au monde discret du lobbying d'affaires à Bruxelles. Au cours de ces visites, nous montrons une petite sélection des nombreux quartiers généraux de groupes de lobbying, d'entreprises de relations publiques et d'autres acteurs importants de la politique européenne, la plupart étant commodément situés à proximité des coulisses du pouvoir. Au pied même des bâtiments où travaillent les lobbyistes, nous présentons aux participants des exemples concrets de l'impact que ces derniers ont pu avoir sur les décisions de l'Union européenne.

Ce guide est conçu pour vous permettre d'organiser vous-même votre visite du quartier européen. Il peut également être lu indépendamment d'une visite à Bruxelles, en guise de brève introduction à une dimension de plus en plus importante du fonctionnement politique européen trop rarement décrite par les médias. Ce livret n'évoque qu'une partie du lobbying qui s'exerce à Bruxelles, mais donne un aperçu de ce qui se passe dans un monde dont on n'imagine généralement qu'à peine l'existence. La prise de conscience est une condition préalable au changement politique et au recul du pouvoir excessif des entreprises ; nous espérons que ce guide sera une source d'inspiration pour agir en faveur de la démocratie, de l'environnement et de la justice sociale.

Remarque

Le temps passe et les choses changent, dans le quartier européen comme ailleurs. Les lobbies déménagent, de nouveaux gratte-ciels poussent à des endroits improbables, etc. Vous pouvez nous aider à améliorer les prochaines éditions de ce guide en nous communiquant les changements dont vous seriez témoins, nous permettant ainsi de le tenir à jour. Nous accordons une grande valeur à toutes vos impressions et lisons et répondons à chaque lettre, carte postale et e-mail que nous recevons.

Toute contribution peut être envoyée à:
Corporate Europe Observatory
De Wittenstraat 25
1052 AK Amsterdam
Pays Bas
Ou par email à l'adresse suivante:
ceo@corporateeurope.org

Pour consulter les informations les plus récentes, nos analyses et les mises à jour, notre site Internet est à votre disposition sur:
www.corporateeurope.org

Le quartier européen – faits généraux

Depuis qu'elle s'est déclarée capitale de l'Europe, la ville de Bruxelles a connu des transformations majeures. C'est peut-être dans le quartier européen que cette métamorphose a eu les conséquences les plus spectaculaires, bien que Bruxelles ait connu son lot de destructions dans de nombreux autres quartiers.

Cette zone de quatre kilomètres carrés située entre l'Avenue des Arts et le Parc du Cinquantenaire était jadis un quartier résidentiel bourgeois connu sous le nom de Quartier Léopold, et abritait de très belles maisons de maître, dont quelques beaux exemples d'architecture Art Nouveau. Au fil des décennies passées, ce quartier s'est transformé en une sorte de Gotham City, complètement déserté après les heures de bureau. Il a en effet été colonisé par les bureaux des institutions européennes et par l'écosystème florissant des marchands de pouvoir cherchant à s'établir à proximité de leur objet de négoce.

La demande en espaces de bureaux dans cette zone semble illimitée. Les unes après les autres, les rues ont mordu la poussière pour faire place à des immeubles de bureaux en général assez hideux. Ceux qui habitaient le quartier n'ont eu d'autre choix que de déménager, faute de pouvoir faire face à l'augmentation vertigineuse des loyers. Aujourd'hui, la grande majorité des 15.000 personnes qui habitent encore le quartier sont des eurocrates à très hauts revenus. Pendant les heures de travail, cependant, la population atteint 85.000 personnes, éparpillées dans les milliers de bureaux que compte le périmètre.

Les chantiers étaient légion dans le quartier dans les années 90 mais aujourd'hui, la métamorphose est presque terminée. Il ne reste que peu de traces du quartier résidentiel vert et spacieux aménagé pour l'élite belge cent ans plus tôt sur le modèle du quartier de Bloomsbury à Londres. Aujourd'hui, le quartier vaut surtout le détour pour observer l'une des principales concentrations de pouvoir décisionnel au monde et sa faune d'eurocrates, de lobbyistes et de courtisans de toutes sortes. Pour cela, les heures de bureau, et l'heure de midi en particulier, sont vivement recommandées. On évitera par contre les soirs et les week-ends, au risque de n'y croiser âme qui vive...

Comment s'y rendre ?

Le moyen le plus simple de se rendre au cour du quartier européen est de prendre le métro (Ligne 1A ou 1B) jusqu'à la station Schuman. Si vous arrivez à Bruxelles en train et que vous faites halte à Bruxelles-Nord, vous pouvez y prendre une correspondance vers Louvain-la-Neuve ou Namur qui vous amènera à la gare de Bruxelles-Schuman (ou à la gare de Bruxelles-Luxembourg si vous préférez commencer votre visite par le Parlement européen). N'oubliez pas le parapluie car les statistiques météorologiques locales annoncent environ 170 jours de pluie par an.

Qui fait du lobbying et comment ?

Le nombre précis de lobbyistes exerçant à Bruxelles n'est pas connu, mais est estimé à 15.000. Plus de 70% d'entre eux travaillent directement ou indirectement pour des intérêts industriels, 20% représentent les intérêts des régions, des villes et des institutions internationales et seuls quelques 10% représentent des organisations non-gouvernementales (syndicats, organisations de santé publique, groupes de défense de l'environnement).

Il n'y a, pour ainsi dire, aucun secteur industriel qui n'ait son, voire ses, groupe(s) de lobbying situé(s) dans le quartier européen. Cela va du minuscule bureau de l'Association européenne des refroidisseurs d'eau en bouteille (European Bottled Watercooler Association) jusqu'au prestigieux building abritant les 140 employés de la CEFIC, la fédération de l'industrie chimique, à l' Avenue Van Niewenhuyse, en-dehors du quartier européen.

Les firmes de relations publiques et de communication – dont les 5 plus grosses sont (par ordre alphabétique) APCO, Hill & Knowlton, Fleishman-Hillard, Weber Shandwick et Burston-Marsteller – emploient plus de mille personnes à Bruxelles. Ces firmes de consultance en lobbying sont embauchées par des groupes industriels ou des entreprises pour faire pression sur les fonctionnaires européens ou pour fournir à leurs clients des conseils stratégiques, des études et des rapports.

Parmi les agences de consultants en lobbying, on trouve la firme Kimmons & Kimmons, présidée par une ancienne lobbyiste du géant pharmaceutique GlaxoSmithKline. Lors d'une formation en lobbying à Bruxelles, Chrissie Kimmons présenta une longue liste de stratégies de lobbying possibles utilisées par l'industrie selon les circonstances, parmi lesquelles :

« le gunship » (l'hélicoptère de combat)
technique de lobbying agressif pouvant comprendre des menaces de délocalisation au cas où certaines propositions politiques ne seraient pas abandonnées (à n'utiliser que lorsque les autres tactiques ont échoué).

« le Kofi Annan » ou « cheval de Troie »
accord constructif offrant aux décideurs un compromis mutuellement acceptable (une stratégie très souvent appliquée à Bruxelles).

« good cop – bad cop »
une entreprise ou un lobby défend une position radicale, et la solution intermédiaire proposée par d'autres pourra par contraste passer pour un compromis constructif.

« le dentiste »
commencer par « arracher la plus mauvaise dent » d'une proposition de législation qui déplaît, et revenir ensuite pour un « traitement » ultérieur.

« le tiers »
faire appel aux ONG ou aux syndicats pour trouver un compromis sur un problème en discussion.

« l'âne »
gagner les décideurs à sa cause en tirant profit de leurs préférences et intérêts en s'arrêtant aux limites de la séduction et de la corruption.

Bienvenue dans la « Lobbycratie » bruxelloise

La complexité des procédures de prise de décision, le fait que les décideurs n'aient pas toujours de comptes à rendre et le manque de véritable débat public au niveau européen font de Bruxelles un petit paradis pour les lobbyistes des entreprises. Bruxelles rivalise désormais avec Washington D.C. pour le titre de capitale mondiale du lobbying. La scène du lobbying industriel à Bruxelles compte plus de mille lobbies, des centaines d'entreprises de relations publiques et de cabinets d'avocats proposant des services de lobbying, des douzaines de think-tanks financés par les intérêts industriels ainsi que les « bureaux des affaires européennes » de plusieurs centaines d'entreprises différentes. La grande majorité des 15.000 professionnels du lobbying qui travaillent à Bruxelles représente les intérêts de grandes firmes. Bien qu'ils soient de mieux en mieux représentés, la société civile et les groupes écologistes ne font pas le poids face à l'étendue des moyens financiers et organisationnels déployés par l'industrie. À titre de comparaison, la fédération européenne de l'industrie chimique (CEFIC) emploie à elle seule plus de lobbyistes que toutes les organisations de défense de l'environnement réunies.

La Commission européenne, qui détient le pouvoir exclusif de proposer et de développer les nouvelles législations européennes, est une des cibes principales des lobbyistes. L'intérêt de ceux-ci pour le Parlement européen s'est cependant accru ces dernières années à mesure de sa montée en puissance.

Les institutions de l'UE les plus soumises au lobbying

La Commission européenne a le pouvoir exclusif de proposer de nouvelles législations européennes et est chargée de contrôler l'exécution des règlementations de l'UE. Pourtant, si la Commission est souvent perçue comme une institution opaque et n'ayant à rendre de comptes à personne, la situation est encore bien pire au Conseil des Ministres. Via le Conseil, les gouvernements nationaux ont le dernier mot sur les propositions de lois faites par la Commission. Ces décisions sont prises à huis clos. On estime que 90% des décisions du Conseil sont prises par le Comité des Représentants Permanents (Coreper), composé des ambassadeurs européens des pays membres, avant même que les ministres ne se rencontrent. Les décisions majeures concernant le développement futur de l'UE sont prises par le Conseil européen, composé des présidents et premiers ministres des 25 États-membres.
Les pouvoirs du Parlement européen, autrefois l'institution faible de l'Union européenne, se sont beaucoup accrus ces dernières décennies. Le Parlement peut désormais approuver, bloquer ou modifier les propositions de la Commission dans de nombreux domaines (quoiqu'on soit loin encore de leur totalité), ce qui lui donne un rôle comparable à celui du Conseil des Ministres. Au fil du temps, l'effectif du Parlement est passé de 142 membres originaires de six pays, en 1957, à 732 membres issus de 25 pays aujourd'hui. Bien que les bâtiments dont dispose le Parlement à Bruxelles soient énormes et continuent de s'étendre, son siège officiel est à Strasbourg. Tous les mois, les 732 membres du Parlement, leurs assistants et leurs documents font donc le trajet jusqu'à Strasbourg pour une semaine de session plénière dans un autre bâtiment tout aussi démesuré.

Le Rond-Point Schuman

Dans le petit parc situé au centre du rond-point, vous êtes véritablement au cour du quartier de l'UE. En regardant vers l'ouest, le long de la rue de la Loi, vous avez les quartiers généraux futuristes de la Commission européenne sur votre droite ; à gauche, la forteresse rose du Conseil des Ministres. Entre midi et 14 heures, les trottoirs alentours sont bondés d'eurocrates se rendant à un « repas d'affaires » dans un des nombreux restaurants environnants. À cette heure de la journée, le rond-point Schuman est le poste d'observation idéal pour étudier les allées et venues de la faune du quartier.

Les bâtiments autour du Rond-Point Schuman abritent également les « bureaux des affaires européennes » de nombreuses grandes entreprises. Un simple coup d'oeil aux plaques reprenant les noms des occupants dans l'entrée des bâtiments permet de s'en rendre compte. Le centre Regus (au numéro 6), par exemple, héberge les bureaux bruxellois de lobbying des deux compagnies se disputant l'essentiel du marché mondial des transports aériens, Boeing et Airbus. Deux géants de l'industrie chimique américaine, DuPont et Dow Chemicals, ont également des bureaux dans ce building. Ces deux groupes sont activement impliqués dans la campagne contre la proposition REACH, une réglementation européenne des produits chimiques toxiques plus stricte en matière de santé et d'environnement (voir plus loin).
Parmi les autres occupants de ce prestigieux square, citons les bureaux de lobbying européen de deux nouveaux arrivés, British Petroleum et le géant du tabac et de l'alimentation Philip Morris, tous deux au numéro 11.

Justus Lipsius: le secrétariat du Conseil européen

Rue de la Loi

Cette autoroute urbaine d'1,5 km de long est l'axe central du quartier européen, qu'elle coupe à peu près en deux. Arpenter les trottoirs de cette avenue après les heures de bureau ou le week-end est une expérience très solitaire... La première partie de la rue de la Loi est plutôt calme ; en revanche, quelques centaines de mètres plus loin, un flot très dense de circulation émerge d'un tunnel et se dirige à grand fracas vers le centre-ville.

Le Centre Berlaymont

Au numéro 200 de la rue de la Loi se trouve le nouveau QG de la Commission européenne : le Berlaymont. Ce bâtiment de 13 étages en forme de X, surnommé le « Berlaymonstre », a rouvert à l'automne 2004 après 13 ans de lourds travaux de désamiantage et de rénovation. Au sommet de l'immeuble, la salle de réunion des 25 commissaires dirigés par le président de la Commission José Manuel Durao Barroso domine Bruxelles. Les 2.200 bureaux abritent les commissaires, leurs cabinets et leur personnel, soit 3.000 personnes au total. Les 18.000 autres fonctionnaires de la Commission sont basés dans les bâtiments des Directions générales, réparties dans le quartier européen ou ailleurs dans la ville.

Le Justus Lipsius

Ce bâtiment imposant (175 de la rue de la Loi) abrite le secrétariat du Conseil européen, soit 2.400 personnes. Bien qu'il couvre déjà une surface de 240.000 m², le building est à nouveau en cours d'agrandissement afin de répondre aux besoins des délégations des nouveaux États-membres et des sommets européens biannuels qui s'y déroulent depuis 2004. Le Justus Lipsius accueille également la plupart des séances du Conseil et des réunions de nombreux comités d'experts et de diplomates des Etats-membres de l'UE.

Le Résidence Palace

Cet ancien immeuble d'appartements de luxe situé au 155 de la rue de la Loi abrite au rez-de-chaussée le Centre de Presse International, qui est surtout utilisé pour des conférences de presse et d'autres événements de relations publiques organisés par des lobbies, des think-tanks et des ONG.
Dans ce bâtiment se côtoient de nombreux groupes de presse européens et différents think-tanks tels que le European Policy Centre (EPC), le Lisbon Council et TechCentralStation, un site internet de lobbying jounalistique. Parmi les nombreux think-tanks qui se sont installés à Bruxelles ces dernières années, le plus connu du public est sans doute le EPC. Bien qu'il soit soutenu financièrement par le secteur industriel, ses représentants sont souvent invités par les médias en tant que « commentateurs neutres » des affaires européennes.
Au troisième étage du Résidence Palace se trouvent les bureaux bruxellois de TechCentralStation (TCS), un site internet américain de lobbying journalistique très aggressif et financé entre autres par Microsoft, Exxon et McDonald's. Ce site Internet regorge de ces charges furieuses contre les législations sociales et environnementales qu'on associe en général plutôt aux émissions de radio du Midwest américain.

Le Charlemagne

Ce gros bâtiment de verre et d'acier situé au 170 rue de la Loi abrite la Direction générale Commerce de la Commission européenne, qui représente l'Union européenne dans les négociations commerciales internationales.

Depuis 1997 au moins, la DG Commerce a été en permanence assiégée par des groupes de la société civile pour qui les politiques commerciales doivent servir des objectifs d'équité et de protection de l'environnement. La position de l'UE, sous les commissariats successifs de Leon Brittan et Pascal Lamy, fut de défendre, aux côtés des USA, des intérêts étroitement commerciaux lors des négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce. Aux sommets de l'OMC de Seattle en 1999 et de Cancún en 2003, les négociateurs des pays en voie de développement refusèrent de céder aux pressions des USA et de l'UE et de signer des accords qui auraient bénéficié avant tout à l'industrie des pays du Nord. Il est très peu probable que le nouveau Commissaire chargé du Commerce, Peter Mandelson, apporte un quelconque changement positif. En effet, Mandelson, qui fut brièvement Ministre du Commerce et Ministre de l'Irlande du Nord dans le gouvernement de Tony Blair, est surnommé le « Prince des Ténèbres » dans son pays pour son implication dans des pratiques de lobbying douteuses et sa réputation de manipulateur politique.

Le Charlemagne abrite aussi les DG Relations Extérieures et Élargissement.

Le Charlemagne

L'Avenue de Cortenbergh

Malgré sa morne allure, l'avenue de Cortenbergh est un des grands boulevards du lobbying industriel à Bruxelles. On y trouve de nombreuses représentations de régions aux côtés de groupes de pression et d'agences de relations publiques.

Avenue de Cortenbergh 60

Derrière la façade de verre de ce bâtiment se trouvent les bureaux bruxellois de lobbying de plusieurs grandes entreprises, notamment le géant Allemand de la chimie BASF, le producteur français d'armes et d'électronique Thales et le conglomérat du secteur de l'énergie E.ON.

BASF est en première ligne dans l'offensive des lobbies industriels contre les tentatives de l'UE de réglementer la production des produits chimiques toxiques. Depuis qu'Eggert Voscherau de BASF est devenu président du CEFIC (lobby européen de l'industrie chimique), il a fait évoluer l'approche conciliante du groupe vis-à-vis de REACH vers une campagne beaucoup plus aggressive. L'offensive anti-REACH (voir encadré) pourrait bien même être la campagne de lobbying du monde des affaires la plus vaste et la plus irresponsable de l'histoire de l'Union européenne.

Industrie 1 – Planète 0

99% des produits chimiques vendus dans l'UE n'ont pas subi de tests officiels évaluant leur risque pour la santé et pour l'environnement. Beaucoup de ces produits chimiques sont suspectés d'être cancérigènes, de provoquer des allergies, des malformations à la naissance, une diminution de la fertilité et d'autres problèmes de santé. Les impacts sur la faune et la flore sont tout aussi importants.

La Commission a donc proposé en 1999 un programme ambitieux d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation des produits chimiques (REACH, Registration, Evaluation and Authorisation of Chemicals), qui aurait obligé les industries chimiques à démontrer l'innocuité de leurs produits. Selon la proposition de 1999, les producteurs auraient dû enregistrer et fournir des informations sanitaires cruciales sur des dizaines de milliers de produits chimiques. La Commission proposait également de remplacer les plus dangereux par des alternatives plus sûres, si elles existent.

Il va sans dire que l'industrie chimique réprouva fortement cette initiative. Le CEFIC (Conseil Européen de l'Industrie Chimique) dépensa des millions d'euros dans une campagne médiatique et de lobbying visant à retarder l'adoption du texte et à "alléger" la proposition. La campagne anti-REACH fut soutenue par l'industrie chimique américaine et l'administration Bush. Colin Powell en personne fit pression sur certains gouvernements-clés européens. Sous la nouvelle direction de BASF, en 2002, le CEFIC intensifia sa campagne contre REACH en utilisant le mot magique : compétitivité. Des consultants payés par l'industrie présentèrent des estimations terrifiantes des montants que le projet allait coûter à l'industrie, et bien sûr les pertes d'emplois qui ne manqueraient pas d'y faire suite. Les gouvernements anglais, allemand et français se joignirent bientôt au chour des détracteurs de REACH. À Bruxelles, le lobby de l'industrie chimique possède une force de frappe considérablement plus puissante que les ONG militant pour des réglementations sanitaires et environnementales plus strictes.

Suite à ces puissantes pressions, la proposition révisée de REACH présentée par la Commission en octobre 2003 fut un grand pas… en arrière. Dans la nouvelle proposition, les exigences de tests et d'autorisations furent revues à la baisse et de nombreux vides juridiques concernant les produits toxiques maintenus. La proposition a subi de nouvelles altérations lors de sa présentation au Parlement en novembre 2005 et risque d'en connaître de nouvelles en 2006, lorsque le Parlement sera amené à revenir sur le texte et à négocier avec le Conseil qui, lui, est plus favorable encore aux intérêts économiques. Si un accord ne peut être trouvé, la proposition risque d'être abandonnée.

Avenue de Cortenbergh 118

Entrez dans le vestibule du bâtiment et jetez un oil sur les plaques des sonnettes : cet immeuble est à lui seul un fascinant microcosme du lobbying de l'UE. À côté des géants des relations publiques et de la communication Hill & Knowlton et Burson-Marsteller, vous trouvez la Chambre de Commerce des USA, le bureau des affaires européennes du géant de l'agroalimentaire Unilever et des cabinets d'avocats comme par exemple Addleshaw Goddard.
Burson-Marsteller a probablement la liste de clients la plus controversée avec, entre autres clients récents, Ahmed Chalabi du Congrès National Iraquien (INC) ; Union Carbide, qui fit appel à elle pour gérer ses relations publiques après la catastrophe de Bhopal en 1984 ; la famille royale saoudienne, qui loua ses services pour la débarrasser des accusations de liens avec des mouvements terroristes après le 11 septembre 2001.

David Earnshaw, l'un de ses hauts responsables, est un ancien membre du bureau bruxellois d'Oxfam. Il avait précédemment été un pilier de la campagne de lobbying en faveur de la directive européenne sur le brevetage du vivant. À ce moment-là, autour de 1998, Burson-Marsteller essuya une défaite cuisante lorsque l'industrie biotechnologique l'engagea pour mettre sur pied une stratégie de communication qui amènerait les européens à accepter et manger des aliments génétiquement modifiés. Le document stratégique fut envoyé aux médias, ce qui causa un gros scandale.

Burson-Marsteller occupe les troisièmes et quatrièmes étages, employant environ 45 personnes. Un des services proposé par cette société consiste à gérer des sociétés-écrans pour le compte de grandes entreprises. Un exemple : le Bromine Science and Environmental Forum (BSEF, Forum Scientifique et Environnemental du Brome). Le nom suggère une association environnementale ou académique, mais cette organisation représente en réalité une poignée d'entreprises chimiques américaines, européennes et japonaises. En utilisant le BSEF comme couverture, Burson-Marsteller aide ces sociétés à faire campagne contre les éventuelles interdictions ou restrictions de l'UE sur les ventes de brome toxique. Jusqu'à récemment, la nature entrepreneuriale du BSEF et le rôle de Burson-Marsteller dans ses opérations restait floue ou tout simplement dissimulée. Cela changea uniquement vers la fin 2004, lorsque Burson-Marsteller fut critiqué pour ses pratiques de lobbying douteuses.

La firme de relations publiques Hill & Knowlton voisine gère le « Partenariat Européen pour l'Energie et l'Environnement » (EPEE). Le EPEE, mis sur pied par des producteurs de gaz fluorés (F-gaz) comme DuPont et Honeywell, a pour objectif d'empêcher les interdictions de F-gaz par l'UE. Trompeur aussi bien par son nom que par sa nature — le EPEE n'est ni particulièrement européen ni un partenariat — sa stratégie consiste à présenter une image écologique des F-gaz. Le EPEE proclame ainsi qu'utiliser les F-gaz ne présente pas de risque pour la couche d'ozone, omettant soigneusement de préciser que ces gaz ont un effet de serre puissant et que de meilleures alternatives existent. Après une campagne de lobbying intensive au cours de laquelle il utilisa un dicours très alarmiste, dénonçant les pertes d'emploi qui ne manqueraient pas de suivre une

interdiction des F-gaz, le EPEE enregistra une victoire majeure en Octobre 2005. Le Parlement européen vota contre les propositions d'amélioration de la réglementation concernant les F-gaz. Résultat : une approche de l'UE inappropriée pour combattre les émissions de gaz à fort effet de serre.

Dans le vestibule du Cortenbergh 118

Société-écran de l'industrie du brome

Se cachant sous un nom suggérant une organisation académique ou une ONG de protection de l'environnement, le Forum Scientifique et Environnemental du Brome représente les quatre plus gros producteurs mondiaux de retardateurs de flamme au brome (RFB). Au début du millénaire, des préoccupations sanitaires et environnementales de plus en plus sérieuses se sont fait jour, aboutissant à des appels à une interdiction des RFB au niveau de l'UE. Pour contrer cette montée de l'inquiétude publique, ces quatre compagnies ont fait appel aux services de Burson-Marsteller, très expérimenté dans la gestion de sociétés-écrans pour le compte d'entreprises, qui contribua à créer et développer les activités de BSEF auprès de l'UE.

Les RFB sont des substances chimiques employées dans des produits aussi variés que les composants électroniques, les sièges de voitures, les structures d'ordinateur, les matériaux de construction, les câbles, le textile et les meubles. En raison de leurs propriétés ignifugeantes, leur usage a explosé au cours des décennies passées. Malheureusement, la plupart des produits à base de brome posent aussi de sérieux risques pour la santé humaine et l'environnement, à tel point qu'ils sont souvent comparés aux DDT et PCB, interdits presque partout dans le monde depuis le début des années 1970. Par le biais du BSEF, l'industrie du brome subventionna des études scientifiques concluant que le brome était en réalité bénéfique pour l'environnement, dans la mesure où il réduisait les risques d'incendie et donc de pollution. De cette façon, l'industrie du brome tenta d'influer subtilement sur le débat politique européen sur les risques sanitaires et environnementaux des RFB. Le BSEF cible avant tout les experts qui conduisent les études de risques, mais possède également de nombreux lobbyistes disposant d'une accréditation pour le Parlement européen à commencer par un poids lourd de Burson-Marsteller, Lawrie McLaren.

En 2003, année de la création du BSEF, trois types de brome furent interdits en Europe, mais les types les plus courants (dits « deca-BDE ») furent approuvés lors d'une décision controversée de l'unité d'évaluation des risques de l'UE. En Octobre 2005, en dépit des objections d'une majorité de parlementaires européens, le Conseil décida d'exempter les deca-BDE de la liste de substances devant être retiré des équipements électroniques et électriques figurant au sein de la Directive relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (RoHS). Cette exemption fut contestée par le Parlement européen devant la Cour européenne de Justice (CEJ). En Juin 2006, la Commission fut contrainte d'annoncer, sur avis légal, que toute nouvelle télévision, ordinateur et autre équipement électrique ou électronique contenant des deca-BDE serait interdit à la vente à compter du 1er juillet 2006 dans la mesure où les deca-BDE contiennent des quantités significatives d'autres composés à base de brome figurant sur la liste d'interdiction de la directive RoHS.

Le BSEF a régulièrement tenté de faire taire les critiques qui exposaient les risques potentiels liés à l'exposition aux produits à base de brome. Dans une lettre de mai 2003, le cabinet d'avocats Harbottle & Lewis (représentant le BSEF) invita toute une série de journaux et de télévisions à ne pas se fier aux avertissements du WWF et d'autres groupes de protection de l'environnement concernant les RFB. La lettre se terminait par une note assez brutale: « Nous vous signalons que nos clients suivront dorénavant de très près la couverture médiatique des RFB et qu'ils n'hésiteront pas à employer tous les moyens à leur disposition s'il s'avérait qu'une déclaration incorrecte ou inexacte à propos des RFB nuisait à leurs affaires. »

Avenue de Cortenbergh 168

Le bâtiment de 8 étages au coin de la rue Fulton est le quartier général de l'UNICE, l'Union des Industries de la Communauté européenne. C'est l'une des plus grosses associations industrielles à Bruxelles, employant 50 personnes. L'UNICE est une machine à lobbying très conservatrice mais très efficace, qui produit des prises de position détaillées et fait du lobbying auprès des décideurs sur toutes les questions touchant de près ou de loin au monde industriel.
Le pouvoir de l'UNICE ne réside pas qu'en son travail à Bruxelles : elle peut compter sur des centaines de lobbyistes travaillant pour ses équivalents nationaux qui défendent les mêmes intérêts auprès des 25 gouvernements des États-membres. Ernest-Antoine Sellière, son président actuel, a ainsi été le chef de file du patronat français pendant 7 ans avant de prendre ses fonctions fin juin 2005. Un exemple de l'approche de plus en plus aggressive — et efficace auprès des médias — de l'UNICE est leur récent appel à un moratoire sur toute nouvelle initiative sociale jusqu'à ce que l'UE ait atteint son objectif de devenir le leader mondial de la compétitivité.

Le Forum Européen des Services (ESF) a également ses bureaux dans le bâtiment du 168 avenue de Cortenbergh. L'ESF est une coalition de lobbies visant à influencer les négociations sur la libéralisation des services au sein de l'OMC, AGCS pour les initiés. L'ESF a été créé en 1999 à l'initiative de la Commission européenne, qui voulait un lobby des entreprises de niveau européen pour l'assister lors des négociations de cet accord. Le Forum contribua à façonner les demandes de l'UE sur la libéralisation des services dans le reste du monde, ce qui inclue la privatisation de services publics essentiels tels que la distribution d'eau et l'éducation. L'ESF travaille toujours en étroite collaboration avec les négociateurs commerciaux de l'UE, qui viennent dans ses bureaux pour discuter de l'avancement des négociations à l'OMC, discussions suivies de cocktail parties.

UNICE quartier général

La sacro-sainte compétitivité:

L'UNICE et la Table ronde européenne des Industriels (ERT) ont réussi, à force de lobbying, à faire de la compétitivité internationale le premier objectif politique de l'Union européenne. Cette orientation fut consacrée en mars 2000 avec l'Agenda de Lisbonne, qui stipule que l'UE doit devenir l'économie la plus compétitive au monde d'ici 2010 et que toute la politique de l'Union doit aller en ce sens. Depuis, en tirant profit de l'obsession grandissante de l'UE pour la compétitivité, l'UNICE et l'ERT sont parvenus à ce que toute décision politique existante ou à venir de l'Union soit soumise à une évaluation de son impact sur le monde des affaires au sein de soi-disant « études d'impact sur les affaires ». Les engagements de l'UE au sein du protocole de Kyoto pour combattre le réchauffement climatique sont en première ligne de ce type de réévaluation, ce qui risque d'affaiblir encore davantage les efforts de lutte dans ce domaine. En prenant possession de ses fonctions, à la fin de 2004, José Manuel Barroso annonça qu'en tant que Président de la Commission européenne il ferait sa priorité absolue des objectifs de compétitivité de l'Agenda de Lisbonne.

Avenue de Cortenbergh 107

Si l'UNICE a choisi de s'installer au numéro 168, ce n'était pas uniquement pour l'étendue du bâtiment et la qualité de ses équipements, mais plus probablement pour sa proximité avec la Direction générale Marché intérieur et services de la Commission qui se trouve juste en face, de l'autre côté de l'avenue. Cette Direction générale est d'ailleurs réputée pour être un farouche bastion pro-business.
Jusqu'à l'automne 2004, cette DG était dirigée par le commissaire Frits Bolkestein, un tenant de la ligne dure inlassablement occupé à « achever » le marché intérieur. Dans l'optique de Bolkestein, un tel « achèvement » n'aura lieu que lorsque tout aura été libéralisé, dérégulé et privatisé. Son projet de libéralisation des services est connu sous le nom de « directive Bolkestein » parmi ses opposants.
On peut s'attendre à ce que son successeur, Charlie McCreevy, ancien Ministre des Finances de l'Irlande, ne s'écarte guère de cet héritage.

DG Marché intérieur et services

La Rue Froissart

Stratégiquement située entre d'une part le Conseil européen et la Commission au rond-point Schuman et, d'autre part, les avants-postes du Parlement européen de l'autre côté du parc Léopold, la rue Froissart, qui fut autrefois élégante, est aujourd'hui un emplacement prisé par les lobbies. Au premier étage du numéro 115, par exemple, se trouvent les bureaux d'un groupe peu connu mais très influent : le Transatlantic Policy Network (TPN). Au sein de ce TPN, de sympathiques parlementaires et hommes d'affaires font du lobbying pour la création d'une zone de libre-échange EU-US à l'horizon 2015. De telles organisations hybrides, où l'argent achète les accès et où la frontière entre affaires et politique est pour le moins floue ne sont pas rares à Bruxelles. On pourrait citer d'autres exemples : le European Parliamentary Financial Services Forum (EPFSF), la European Internet Foundation (EIF), le Kangaroo Group et le Forum for the Automobile and Society.

Intrigants transatlantiques

L'idée de lancer des négociations de libre-échange avec les États-unis peut paraître étrange, voire absurde, surtout avec un président irresponsable comme Georges W. Bush à la Maison Blanche. Pourtant, en avril 2004, le Parlement approuva une résolution directement tirée de la campagne du Transatlantic Policy Network allant dans ce sens. La résolution fut préparée par le parlementaire démocrate-chrétien Elmar Brok, qui se contenta de recopier des passages entiers de la proposition du TPN dans le projet de résolution parlementaire. Brok est lui-même un membre influent du TPN et est employé par Bertelsmann AG, une entreprise membre du réseau. Au moins une douzaine d'autres parlementaires impliqués dans les discussions de cette résolution appartenaient également au réseau, sans qu'ils ne révèlent jamais leur double rôle. C'est notamment le cas de la parlementaire sociale-démocrate Erika Mann.

Rue Froissart 115

Rue de la Verveine

Le coin de la rue de la Verveine et de la rue Froissart offre un excellent point de vue sur le mastodonte futuriste qu'est le bâtiment du Parlement, situé de l'autre côté de la vallée et du parc Léopold. Le terrain vague coincé entre la rue de la Verveine et la rue Belliard est l'un des derniers restant dans le quartier, et laissera bientôt place au chantier d'un hôtel de luxe. Remarquez que les bâtiments de la rue Belliard, à ce niveau, sont en train de tomber en ruine suite au processus de dégradation lié à la spéculation qui consiste à laisser pourrir les bâtiments pour pouvoir mieux les détruire ensuite. Quitte à laisser le terrain à l'abandon pendant des années avant d'y reconstruire quelque chose, lorsque le marché sera plus favorable . Dans les années 1980 et 1990, cette vision était courante dans le quartier européen, patchwork de chantiers, de terrains vagues et de logements vides pourrissant dans l'attente d'être remplacés par des tours de bureaux. La métamorphose de cet ancien quartier résidentiel en quartier de bureaux est aujourd'hui presque terminée. Seuls quelques logements de luxe demeurent.

Du bas de la rue de la Verveine, sur la chaussée d'Etterbeek, on peut voir le chantier du futur bâtiment qui accueillera les Sommets européens. Depuis 2004, les Sommets rassemblant les chefs d'État et les gouvernements se déroulent tous à Bruxelles, et non plus dans l'État qui tient la présidence de l'Union. Cette décision fut prise pour limiter les coûts toujours croissants de déplacement et pour éviter la mobilisation et les manifestations d'activistes à chaque Sommet. La tenue de tous les Sommets à Bruxelles rend la chose moins exceptionnelle et plus discrète, si bien que la mobilisation des contestataires est très faible aujourd'hui.

[2] À l'heure d'écrire ces lignes, le projet de construction de 120 appartements de standing venait d'être approuvé. Le chantier devrait avoir lieu en 2006.

Dégradation lié à la spéculation

Le Parc Léopold

Après avoir servi d'emplacement pour le zoo de Bruxelles, le parc Léopold fut converti en campus de l'Université Libre de Bruxelles au tournant du XXème siècle. La belle construction de style de la Bibliothèque Solvay, au sommet de la colline, abrite aujourd'hui un certain nombre de think-tanks influents financés par le monde industriel, dont : Les Amis de l'Europe (Friends of Europe), Forum Europe et Security and Defence Agenda (SDA). Ces trois organisations sont dirigées par l'ancien journaliste Giles Merritt, un vétéran du lobbying à Bruxelles.

Le Forum Europe, de façon trompeuse, se présente comme « une plateforme neutre de débat ». Mais comme les autres organisations de la Bibliothèque Solvay, le groupe dépend largement des financements de grandes compagnies. De hauts responsables d'entreprises comme le baron Daniel Janssen (Solvay — Fortis — Sofina) et le vicomte Etienne Davignon (Suez Tractebel — Sofina — Accor) occupent des postes consultatifs à la fois au sein de Forum Europe et de Friends of Europe.

Le SDA, fondé en 2003 par Giles Merritt, reçoit un généreux soutien financier de divers fabricants d'armes, tels que Lockheed-Martin et BAE Systems. En échange, le SDA milite pour l'augmentation du budget militaire de l'UE.

Le parc compte trois autres bâtiments importants. L'un est occupé par la Commission (l'ancien Institut dentaire Eastman), le deuxième est une école (le lycée Jacqmain) et le petit château situé dans le coin ouest du parc, en face du Parlement, a été récemment racheté par le gouvernement régional bavarois. La Bavière se servira de ce bâtiment stratégiquement situé comme base de lobbying à Bruxelles et organisera des réunions de prestige dans la nouvelle extension du bâtiment (capacité d'accueil de 300 personnes). Ils ont fait l'objet de lourdes critiques de la part des riverains en clôturant, et donc privatisant de fait, une grande partie du parc.

Le complexe militaro-industriel bruxellois

En échange des donations financières des fabricants d'armes, le Security and Defence Agenda (SDA) organise des débats, publie des rapports et offre d'autres services de relations publiques.

Le prix d'un débat public ou d'un rapport présentant un message commandé par le client varie entre 15.000 et 30.000 euros. Pour les fabricants d'armes, le SDA est une couverture très commode car il leur permet de ne pas exposer directement leurs agendas propres.

Comme presque tous les secteurs industriels, les fabricants d'armes ont découvert l'obsession de l'UE pour la compétitivité internationale. C'est donc sous ce prétexte qu'ils prônent une augmentation des dépenses militaires. Les « faibles » dépenses militaires européennes (une moyenne de 3% du PIB, contre 6% aux USA) sont présentées comme un obstacle à la compétitivité de l'Europe. Le SDA est intimement lié au secrétariat de l'OTAN à Bruxelles et à la DG Recherche, très désireuse d'augmenter les investissements dans la recherche militaire. Parmi les nombreux autres lobbies de l'industrie militaire présents à Bruxelles, on peut encore citer l'Association Européenne des Industries Aérospatiales (AECMA – Aircraft European Contractors Manufacturers Association) et le European Defence Industries Group (EDIG).

La Rue Wiertz

Le petit arbre discret planté sur le rond-point à côté des façades de verre du Parlement européen rue Wiertz a une histoire à raconter. Comme vous pouvez le lire sur la stèle, cet arbre a été planté en 2001 par la Society of European Affairs Professionals (SEAP, Société des Professionnels des Affaires européennes), le groupe des lobbyistes professionnels à Bruxelles. En plantant cet arbre à un emplacement si remarquable, la SEAP voulait sans doute rendre hommage au rôle-clé du lobbying dans les décisions de l'UE. Mais cet arbre était peut-être aussi une tentative des lobbyistes d'améliorer la réputation détestable de leur profession.

L'énorme complexe Espace Léopold qui abrite le Parlement européen compte déjà 700.000 m² de bureaux. Mais avec l'élargissement de 15 à 25 membres, le bâtiment n'est plus assez grand et une nouvelle aile est en construction du côté de la place du Luxembourg.

Passez devant l'entrée du Parlement (pas la statue de l'Euro à votre gauche) et poursuivez votre chemin en remontant la rue Wiertz. L'immeuble de bureaux anonyme au numéro 50, juste à droite du Parlement européen, abrite quelques douzaines de médias internationaux parmi lesquels Weber Shandwick. Avec ses 55 employés et ses 4 accréditations au Parlement, c'est l'une des plus grosses firmes de relations publiques de Bruxelles.

Dans ce même bâtiment on trouve également l'International Council for Capital Formation, qui est la filiale d'un think-tank américain luttant contre la mise en place de législations environnementales qu'il considère comme nuisibles à la bonne marche des affaires.

Le Parlement, une fourmilière de lobbyistes

En mars 2004, la SEAP envoya une lettre au Président du Parlement européen pour se plaindre du nombre trop limité de sièges et d'écouteurs pour les lobbyistes.

Cette anecdote reflète l'augmentation régulière du nombre de lobbyistes auprès du Parlement ces dix dernières années. Parmi les 15.000 lobbyistes présents à Bruxelles, 3.500 sont accrédités auprès du Parlement européen et disposent d'un laissez-passer permanent pour l'ensemble des bâtiments. Parmi tous ces lobbyistes (la liste des noms et des organisations est accessible sur le registre en ligne du Parlement), il y a six fois plus de lobbyistes opérant pour des intérêts industriels que de représentants d'ONG.

Le lobbying est devenu une partie intégrante du processus législatif au Parlement, à tel point qu'une part substantielle des résolutions et amendements est préparée par les lobbyistes.

Au cours d'une formation pour lobbyistes, Chris Davies, parlementaire libéral-démocrate affirmait : « J'ai besoin des lobbyistes, je dépends des lobbyistes ». Il expliquait que, en tant que membre du Parlement européen, il ne pouvait faire face à la surcharge de travail et à la complexité des problèmes figurant à l'agenda qu'en utilisant des contributions des lobbyistes, y compris des amendements spécifiques de l'industrie à la législation proposée.

La Place et Rue du Luxembourg

La Place du Luxembourg

Cette place récemment rénovée est devenue un lieu de rencontre privilégié pour les eurocrates et les lobbyistes, qui y tiennent repas d'affaires et cocktails. Bruxelles a le nombre de restaurants par habitant le plus élevé d'Europe, ce qui s'explique par la culture des repas d'affaires de l'UE et les frais professionnels payés par le contribuable européen.

Ce qui était autrefois l'entrée de la gare Léopold deviendra, une fois les annexes D4 et D5 de chaque côté terminées, l'entrée principale du Parlement européen. La place du Luxembourg deviendra alors l'un des points de rendez-vous les plus prisés du quartier.

La Rue du Luxembourg

Depuis qu'elle est devenue l'une des rues les plus appréciées par les bureaux de lobbying, la rue du Luxembourg connaît des transformations majeures. Il se pourrait même qu'elle surpasse bientôt la rue Cortenbergh comme haut lieu du lobbying d'affaires à Bruxelles. Aujourd'hui, elle abrite déjà des bureaux de multinationales et plusieurs douzaines de firmes de relations publiques telles que Grayling, située au numéro 14A, qui dispense des conseils de lobbying aux associations commerciales. Le bâtiment discret situé au numéro 23 abrite une dizaine de firmes et d'organisations, dont la European Seeds Association (ESA) et le Centre for the New Europe (CNE).

ESA est un des principaux lobbies pro-biotechnologies à Bruxelles, aux côtés de EuropaBio et des géants de la biotechnologie que sont Monsanto, Bayer, Syngenta et Pioneer-DuPont. L'objectif prioritaire de l'ESA est d'affaiblir la directive européenne sur les semences qui établit des normes d'étiquetage et les limites d'utilisation des semences génétiquement modifiées.

Le Centre for New Europe (CNE) fait partie de la nouvelle génération des think-tanks de droite très agressifs qui se sont installés à Bruxelles. L'idéologie et le style du Centre sont comparables à ceux de think-tanks américains tels que la Heritage Foundation et le Competitive Entreprise Institute.

Nouvelle annexe du Parlement en construction

La bataille du lobbying Biotech

Les deux poids-lourds du lobbying biotechnologique sont EuropaBio, qui représente l'ensemble du secteur de la biotechnologie, et la European Seed Association (ESA). Les quatre leaders du secteur (Monsanto, Bayer, Syngenta et Pioneer-DuPont) sont membres des deux groupes, mais ont également leurs propres bureaux de lobbying à Bruxelles.

En 1998, au terme de l'une des campagnes de lobbying les plus chères et les plus manipulatrices jamais menées en Europe, l'industrie de la biotechnologie a remporté une victoire décisive lors de l'adoption par le Parlement européen de la directive sur le brevetage du vivant (qui permet de breveter des gènes, des cellules, des animaux, des plantes et des parties du corps humain).

Mais, suite à cette victoire inquiétante, les réactions des consommateurs vis-à-vis des aliments génétiquement modifiés ont instauré une période bien plus délicate pour l'industrie biotechnologique. En effet, bien que la Commission européenne soit restée favorable au développement de la biotechnologie, de nombreux gouvernements nationaux sont demeurés sceptiques. En conséquence, les autorisations de commercialisation des produits biotechnologiques au sein de l'UE sont restées bloquées pendant des années. La Commission européenne tente de sortir de cette impasse en développant des dispositions légales spécifiques. Cette situation a conduit à une féroce bataille de lobbying entre les lobbies de l'industrie biotechnologique et les associations de consommateurs, une bataille qui fait encore rage aujourd'hui. Les affrontements portent notamment sur la coexistence de différents types d'agricultures (OGM, agriculture conventionnelle et agriculture bio) et la directive sur les semences, qui définit le pourcentage de graines génétiquement modifiées au delà duquel le terme OGM doit être indiqué sur l'emballage.

La Rue Guimard

Les petites rues coincées entre la rue de la Loi et la rue Belliard ont également été envahies par les groupes de lobbying. Au numéro 15 de la rue Guimard on trouve par exemple le cabinet d'avocats Herbert Smith, dont les bureaux de Bruxelles sont spécialisés en droit du commerce international et particulièrement celui de l'OMC. Le consultant le plus renommé de Herbert Smith est l'ancien commissaire européen au Commerce Lord Brittan of Spennithorne, plus connu sous le nom de Leon Brittan. Il travaille désormais à Londres et conseille ses clients précisément sur les matières dont il était responsable à la Commission. Moins d'un an après avoir quitté sa place de commissaire, Brittan avait non seulement rejoint Herbert Smith, mais avait également été nommé vice-président de la banque d'investissement UBS Warburg et directeur consultatif chez Unilever. Peu de temps après, Brittan devint également président de l'important département Libéralisation du Commerce des Services (LOTIS — Liberalisation Of Trade In Services) du International Financial Services London (IFSL), un lobby représentant les intérêts de la finance britannique.

Le parcours de Leon Brittan est impressionnant, mais n'a rien d'exceptionnel. Nombreux sont les exemples d'anciens commissaires ou de hauts fonctionnaires de la Commission qui font des allers-retours entre l'industrie et les institutions européennes.

Une révolution néolibérale à Bruxelles ?

Aux États-unis, les think-tanks néolibéraux comme l'American Enterprise Institute jouent depuis des décennies un rôle capital dans le façonnement du débat public et dans l'orientation des politiques gouvernementales en faveur des intérêts des grandes firmes qui les financent.

À Bruxelles, les excités du Centre for the New Europe (CNE) ou de TechCentralStation étaient, jusqu'il y a peu, considérés comme assez marginaux. Mais certains signes indiquent qu'aujourd'hui leurs messages, aussi radicaux soient-ils, commencent à être acceptés au sein des débats politiques européens les plus courants.

Le CNE est un groupement de libre-échangistes dogmatiques qui ont comme unique objectif de tout libéraliser, soins de santé y compris. La CNE organise régulièrement à Bruxelles des forums pour les assistants parlementaires (ambiance conviviale, pizzas et bières gratuites1) au cours desquels sont présentées des critiques de la politique environnementale européenne « basée sur de la science de seconde zone ». Le CNE, avec sa quinzaine d'employés et ses moyens visiblement plus que confortables est de plus en plus souvent cité dans des médias influents comme le European Voice. Chaque année, le CNE organise aussi son Bal Capitaliste, réunissant 350 invités (hommes d'affaires, politiciens, journalistes) dans une ambiance luxueuse. C'est à cette occasion que le Centre remet différent prix, dont le prix Adam Smith, qui fut offert en 2004 au ministre de la défense italien Antonio Martino. Lors de cette cérémonie, celui-ci compara le CNE aux think-tanks qui fournirent à Margaret Thatcher les armes idéologiques nécessaires pour mener à bien sa révolution libérale dans les années 1980.

Le groupe TechCentralStation, tout aussi radical, devient également de plus en plus visible, par exemple en co-organisant des conférences avec le groupe parlementaire Parti Populaire Européen (PPE). Leur site internet www.techcentralstation.be est la version bruxelloise d'un site américain subventionné notamment par Exxon, McDonalds et Microsoft. Sur les pages de ces sites, des analystes américains et européens se déchaînent sur la moindre législation progressiste en discussion.

En dehors du quartier européen

Bien que la plupart des lobbies choisissent de s'installer à proximité des institutions européennes, on en trouve également de nombreux établis en-dehors du quartier européen. Certains parmi les plus puissants ont choisi d'installer leurs bureaux ailleurs dans Bruxelles. Les bureaux du Comité UE de la Chambre de Commerce américaine (Am-Cham), par exemple, sont situés à la limite du quartier européen, au numéro 50 de l'avenue des Arts. L'Am-Cham, qui défend les intérêts des grandes firmes américaines auprès de l'Union européenne, agit d'une façon assez similaire à l'UNICE en publiant des déclarations sur tout sujet susceptible d'affecter les activités des grandes entreprises. Notons que les bureaux de l'Am-Cham sont situés à deux pas de la Mission des États-unis auprès de l'Union européenne, 13 rue Zinner, sans doute l'un des lobbies les plus puissants de Bruxelles.

La très puissante Table Ronde européenne des Industriels (ERT [3]) est, quant à elle, installée dans de luxueux bâtiments de la banlieue Est de Bruxelles, 18A place des Carabiniers dans la commune de Schaerbeek. La distance qui sépare les locaux de l'ERT du quartier européen indique que le lobbying au quotidien auprès des institutions européennes n'est pas la méthode de travail de ce club de 45 grandes entreprises. En effet, dans la division du travail entre tous les lobbies du privé, l'ERT s'occupe plutôt de l'anticipation et de la planification. Grâce à ses accès privilégiés au cour de la Commission européenne et des gouvernements des États-membres, l'ERT a joué un rôle très important dans la construction européenne. Elle est notamment intervenue dans l'établissement de réalisations majeures comme le Marché Commun et la Monnaie Unique, initiatives conçues pour satisfaire les intérêts de géants de l'industrie tels que Suez, Nestlé, Thyssen-Krupp, Solvay et Renault. Plus récemment, l'ERT a très fortement encouragé l'élargissement à 25 et continue, notamment avec des rapports portant des noms aussi dénués d'ambiguïtés que « La Turquie, un Nouveau Monde d'Affaires pour l'Europe » [4].

[3] European RoundTable of Industrialists.

[4] « Turkey – a New Corporate World for Europe ».

The headquarters of the European Roundtable of Industrialists (ERT)

Renverser la tendance

Les nombreux exemples d'abus de pouvoir du milieu des affaires cités dans ce guide nous montrent à quel point l'Union européenne risque de devenir une véritable « lobbycratie ». Le pouvoir des grandes firmes sur l'évolution de la politique européenne va croissant, même si elles ne gagnent heureusement pas toujours : il est désormais urgent d'agir pour éviter que les processus politiques de l'UE ne se détériorent encore davantage. Renverser la tendance nécessitera de mener une campagne globale pour la démocratie et de s'opposer au fondamentalisme néolibéral, cet aspect si crucial du problème. En effet, rien ne pourra affaiblir autant le pouvoir des entreprises que des citoyens à travers l'Europe s'organisant contre le sacrifice des progrès sociaux et environnementaux au nom de la « compétitivité internationale ».

La transparence du lobbying et l'éthique

Aux côtés d'une large coalition d'organisations de la société civile, Corporate Europe Observatory mène, depuis 2004, une campagne pour une meilleure visibilité des pratiques des institutions européennes et l'instauration de règles éthiques pour les lobbyistes, en insistant sur la transparence. Actuellement, les réglementations européennes contraignant le lobbying sont extrêmement faibles. Le premier pas serait au moins d'obliger les grandes sociétés, les entreprises de relations publiques et les lobbies (au-dessus d'un certain budget de lobbying à définir) à publier systématiquement des rapports fournissant le détail de leurs activités : nature des prestations, clients et budgets alloués. Ces rapports devraient être rendus publics et accessibles dans une base de données consultable en ligne.

Des règles de dévoilement des pratiques de lobbying au sein de l'UE ne règleront pas tous les problèmes causés par le pouvoir excessif des entreprises. Cependant, un registre européen des lobbies serait un outil précieux pour les parlementaires pour savoir qui fait pression sur eux (et leurs collègues !) ; pour aider les journalistes à examiner les campagnes de lobbying des entreprises ; enfin, pour fournir à la société civile un outil puissant pour organiser des contre-campagnes.

Des informations actualisées sur la campagne pour dévoiler les pratiques de lobbying au sein de l'UE et instaurer des règles éthiques sont disponibles sur le site de l'Alliance pour la transparence du lobbying et l'éthique (ALTER-EU) : www.alter-eu.org

Les visites du quartier européen

Corporate Europe Observatory vous invite à prendre part à nos visites guidées (les visites à venir sont annoncées sur le site Internet). Nous pouvons également organiser des visites plus spécifiques sur demande et dans les limites de nos capacités. N'hésitez pas à nous contacter pour en discuter. Et si vous ne pouvez vous rendre à Bruxelles, vous pouvez toujours suivre nos visites virtuelles sur www.eulobbytours.org.

Pour plus d'information

Sur notre site vous pourrez trouver de plus amples lectures sur toutes les problématiques abordées dans ce guide. Révéler l'étendue des manipulations des processus politiques par les multinationales demande encore bien des heures de recherche et de suivi ; nous aimerions encourager tous les lecteurs de ce guide à s'impliquer dans cet effort.

Corporate Europe Observatory
De Wittenstraat 25
1052 AK Amsterdam
tel : +31-20-6127023
fax : +31-20-6861208
e-mail : ceo@corporateeurope.org
site web : www.corporateeurope.org

autres sites web

- ALTER-EU
  www.alter-eu.org
- Virtual lobby tour
  www.eulobbytours.org
- 'Worst EU Lobbying' Award
  www.worstlobby.eu

lobby planet

Des bâtiments démesurés et futuristes des institutions de l'Union Européenne aux innombrables bureaux de lobbying des grandes entreprises, en passant par les agences de relations publiques, les think-tanks et les groupes de l'industrie, ce guide vous aidera à découvrir le quartier européen de Bruxelles, la capitale européenne du lobbying d'affaires.

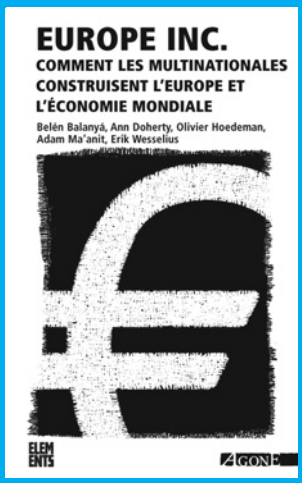
- carte du quartier européen
- quelques brèves informations contextuelles
- étude en profondeur de l'influence croissante des lobbyistes à Bruxelles
- informations sur quelques campagnes majeures de lobbying du monde des affaires au cours des années récentes
- suggestions d'actions pour infléchir le pouvoir des entreprises

1e édition francophone
Octobre 2006

CEO
CORPORATE EUROPE OBSERVATORY

Europe Inc; Comment les multinationales construisent l'Europe & l'économie mondiale

Editions Agone, ISBN 2-7489 0049 9
Prix: 11,40 euros



L'équipe de Corporate Europe Observatory a réussi à déchirer le beau rideau de soie qui protégeait les lobbies des entreprises transnationales des regards curieux.

- Susan George

Europe Inc. instruit, le livre vaut pour ses informations ses révélations et aussi pour son intelligence. Il est surtout un livre démocratique : après sa lecture le débat gagne en intérêt. On en sait un peu plus.

- Liberation

Nouveautés, analyses et mises à jour disponibles sur : www.corporateeurope.org